

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

COMMISSION STATUTAIRE CONSULTATIVE ET PREPARATOIRE

✧ Vendredi 29 novembre 2013 à 9h30 ✧

Relevé de votes

Ont pris part aux travaux de la commission statutaire du CSFPE :

Monsieur Didier GUEDON, membre de droit désigné par la Cour des Comptes, Président.

Madame Marie-Anne LEVEQUE, membre de droit, Directrice générale de l'administration et de la fonction publique.

Les représentants des organisations syndicales représentatives de la fonction publique de l'Etat

FGF FO :

Membres avec voix délibératives :

Monsieur Claude SIMONEAU

Monsieur Philippe SOUBIROUS

Madame Florence BUISSON

Monsieur Olivier BOUIS

FSU :

Membres avec voix délibératives :

Monsieur Philippe AUBRY

Madame Claude BESSIS

Madame Arlette LEMAIRE

UGFF CGT :

Membres avec voix délibératives :

Madame Marie-Hélène THOMAS

Monsieur Michel CAUSSEMILLE

Monsieur Gilles OBERRIEDER

CFDT :

Membres avec voix délibératives :

Madame Mylène JACQUOT

Madame Louise-Marie SIADOUS

Madame Michelle ZORMAN

Membre sans voix délibérative :

Madame Monique BERGAMELLI

UNSA FP :

Membres avec voix délibératives :

Madame Dominique THOBY

Monsieur Luc BENTZ

Monsieur David MARIO-LIBOUBAN

Membre sans voix délibérative :

Madame Sylviane JEANNE

Union Syndicale Solidaires FP :

Membres avec voix délibératives :

Monsieur Denis TURBET-DELOF

Madame Dorine PASQUALINI

CFE-CGC :

Membre avec voix délibérative :

Monsieur Roland DENIS

CFTC :

Membre avec voix délibérative :

Monsieur Denis LEFEBVRE

Expert désigné à la demande des organisations syndicales :

CGT : Monsieur Pierre THOMAS

Représentants de l'administration :

Ministère de l'Ecologie du développement durable et de l'énergie :

Monsieur Franck JUNG

Monsieur Eric KOLB

Madame Ghislaine FERRERE

Institut national de l'information géographique et forestière :

Monsieur Jean-Philippe GRELOT

Monsieur Pierre-Yves HARDOUIN

Ministère de l'Education nationale :

Madame Anne LE MOAL

Madame Corinne LABOUREL

Monsieur Christophe HAMMOND

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche :

Monsieur Philippe IMBERT

Monsieur François BRISSY

Collège de France :

Madame Marylène MESTON de REN

Madame Rahma RIBARDIERE

DGAFP :

Madame Véronique GRONNER, Sous directrice des statuts et de l'encadrement supérieur

Monsieur Guillaume DOUHERET, Chef du bureau du statut général et du dialogue social (SE1)

Monsieur Jean-Louis PASTOR, Chef du bureau des statuts particuliers et des filières métiers (SE2)

Madame Flora SEGUIN, adjointe au chef du bureau de la politique salariale, des retraites et du temps de travail (PS1)

Madame Marie-Christine CLARY, bureau SE1

Madame Naïma MAZOUZ, bureau SE2

Secrétariat du CSFPE :

Madame Claudine PINON, secrétaire du CSFPE

Monsieur Mickaël VANDOO LAEGHE, responsable du pôle conseils et veille sociale

Sténotypiste : Monsieur Julien LEBON

Stagiaire IRA : Madame Elodie CHEMARIN



Monsieur GUEDON, membre de droit, Président, ouvre la séance à 9h42 constate que le quorum requis est atteint avec 20 présents sur 21 membres.

La séance commence par l'approbation à l'unanimité du relevé de votes de la séance du 17 juillet 2013.

Madame LEVEQUE indique que le point 3 (Projet de décret relatif à la mobilisation interdépartementale ou interrégionale des services déconcentrés de l'Etat) de l'ordre du jour est retiré.

I – Commission statutaire siégeant en formation consultative

Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie : Projet de décret portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certaines catégories de personnels de l'institut national de l'information géographique et forestière.

Ce texte est présenté par Monsieur JUNG, sous directeur au ministère de l'Ecologie qui explique que l'IGN n'a aucun moyen réglementaire pour mettre en place un système d'astreinte, néanmoins nécessaire pour un certain nombre de tâches comme celles des mécaniciens aéronautiques et des personnels navigants pour les alertes météo, pour la vérification après lancement en orbite des satellites, pour les interventions sur les sites surveillés par téléalarme, et pour les interventions sur les appareils de mesure sur des réseaux géodésiques. Ce texte a fait l'objet, depuis 2009, d'une longue concertation avec les organisations syndicales. Il a été présenté

au CTM du ministère de l'écologie et au CTM du ministère de l'agriculture ainsi qu'aux CHSCT.

Monsieur GRELOT Directeur général de l'Institut explique que l'Institut Géographique National est devenu le 1^{er} janvier 2012 l'Institut national de l'information géographique et forestière. Il expose les spécificités techniques de l'institut, pour lesquelles il est nécessaire que des conditions météorologiques favorables soient réunies pour prendre par exemple des photographies ou des images sur le territoire. Ces conditions favorables sont réunies environ 200 heures par an et il est important de pouvoir utiliser au mieux les créneaux disponibles. Enfin la conservation des cartes militaires incombe à l'institut et il doit fournir des cartes à n'importe quelle heure du jour et de la nuit pour les opérations militaires. L'objectif de ce texte est de mettre en place des compensations d'horaires et des compensations pécuniaires.

La CGT a déposé un amendement sur ce texte, il est présenté par l'expert désigné à la demande de la CGT. Monsieur Pierre THOMAS explique que ce décret est attendu depuis longtemps par les personnels qui pour effectuer leur mission doivent déroger au temps de repos et aux garanties minimales de durée de travail.

Amendement CGT n° 1

Texte de l'amendement :

Rédiger le premier § de l'article 5 comme suit :

Une intervention aléatoire est une action destinée à répondre à des conditions météorologiques particulières, **à des dégâts forestiers catastrophiques nécessitant un inventaire**, à un événement incertain ou imprévisible, qui requiert une action immédiatement nécessaire pour assurer la continuité du service ou la protection des personnes et des biens.

Exposé des motifs :

Cela correspond à la situation de la tempête Klaus qui a occasionné le départ immédiat d'équipes de l'inventaire de Nancy à Bordeaux et au paiement ultérieur et laborieux d'une « gratification » par l'IFN.

Vote sur l'amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants (majorité 11)

Pour : 10 (CGT 3, FO 4 FSU 3)

Contre : 4 (CGC 1, CFDT 3)

Abstention : 6 (UNSA 3, Solidaires 2, CFTC 1)

Amendement non adopté par les membres

Vote sur le texte présenté

20 votants

Pour : 16 (CGC 1, UNSA 3, CGT 3, FSU 3, CFDT 3, Solidaires 2, CFTC 1)

Contre : 4 (FO)

Avis favorable du CSFPE.

Ministère de l'Education nationale : Projet de décret relatif à la notation des professeurs des chaires supérieures des établissements classiques, modernes et techniques.

Ce texte est présenté par Madame LE MOAL qui explique qu'il introduit des dispositions relatives à la notation dans le décret portant statut particulier des professeurs des chaires supérieures conformément à une décision du Conseil d'Etat de juillet 2012. Toutefois, il y avait une note en gestion qui transposait le régime de notation des professeurs agrégés. Ce texte n'est en fait que la consolidation d'une pratique existante.

Ce texte n'a pas été amendé.

Vote sur le texte présenté

20 votants

Pour : 17 (CGC 1, UNSA 3, CGT 3, FO 4, FSU 3, Solidaires 2, CFTC 1)

Abstention : 3 (CFDT)

Avis favorable du CSFPE.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche : Projet de décret relatif au Collège de France

Ce texte est présenté par Monsieur IMBERT qui explique que ce nouveau décret touche à la fois à l'organisation et fonctionnement de cette prestigieuse institution. Seuls les articles 17, 18 pour le recrutement, 19, 20 pour les obligations de service et 21 pour les questions disciplinaires intéressent le Conseil supérieur.

Monsieur BENTZ au nom de l'UNSA s'étonne de ne pas connaître les résultats du vote au comité technique du Collège de France et indique que l'UNSA s'abstiendra sur ce texte.

Madame MESTON de REN indique que ce texte a été voté à l'unanimité (5 voix).

Madame THOMAS indique que la CGT votera favorablement sur ce texte mais demande que soit précisée dans une circulaire l'organisation et le fonctionnement de l'instance en particulier en ce qui concerne la visioconférence.

Monsieur IMBERT répond que ceci sera indiqué dans le règlement intérieur, son propos est confirmé par Madame MESTON de REN qui ajoute que ce dernier est en cours de rédaction en lien avec le CHSCT et le CT.

Monsieur AUBRY au nom de la FSU demande quel avis a rendu le CTM du ministère de l'enseignement supérieur sur ce texte, n'ayant pas de souvenir de ce passage. Il précise que la FSU comme l'UNSA s'abstiendra sur ce texte.

Les représentants de la CFDT et de la CFE CGC indiquent qu'ils voteront favorablement sur ce texte.

Monsieur IMBERT précise en réponse à Monsieur AUBRY que la consultation du CSFPE dispense de la consultation des CTM.

Monsieur SOUBIROUS s'étonne qu'il ne soit pas prévu une possibilité d'appel en cas de sanction disciplinaire. Monsieur IMBERT indique que le recours se fait devant le Conseil d'Etat en formation juridictionnelle.

Ce texte n'a pas été amendé.

Vote sur le texte présenté

20 votants

Pour : 12 (CGC 1, CGT 3, FO 4, CFDT 3, CFTC 1)

Abstention : 8 (UNSA 3, FSU 3, Solidaires 2)

Avis favorable du CSFPE.

II – Commission statutaire siégeant en formation préparatoire

Ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique : Projet de décret portant modification du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

Ce texte est présenté par Madame LEVEQUE. Il constitue la 1^{ère} étape du chantier de réécriture du texte initial conformément aux dispositions de l'accord du 31 mars 2011 et de la loi du 12 mars 2012. La 1^{ère} étape consiste à mettre en conformité le décret avec les dispositions de la loi. La 2^{ème} étape mettra en œuvre le volet 3 de l'accord de mars 2011 (fin de contrat, principes de rémunération, droits collectifs...).

Il s'agit en premier lieu d'un toilettage du décret pour transposer les dispositions de la loi qui n'étaient pas toutes directement applicables, et abroger les dispositions relatives aux besoins à temps incomplet. Le deuxième volet des modifications apportées au décret initial élargissent son champ d'application. Il devient ainsi le cadre de référence et de gestion des agents non titulaires. Enfin plusieurs dispositions clarifient ou précisent le droit applicable aux contrats notamment en ce qui concerne la rédaction des contrats, les conditions de renouvellement des CDD, la création d'un certificat administratif au terme de chaque contrat pour sécuriser l'accès à la CDisation. Enfin le décret prévoit la généralisation de l'entretien professionnel à tous les agents recrutés sur des besoins permanents même en CDD, l'ouverture d'un certain nombre de droits à congé et une clarification des conditions de mobilité des agents contractuels.

Pour la CGT Monsieur OBERRIEDER regrette que le texte présenté aujourd'hui diffère de celui qui avait été présenté lors du dernier comité de suivi. Ce texte anticipe sur les débats prévus en retirant les agents recrutés pour handicap, les doctorants et traite du problème des agents des chambres consulaires.

Monsieur MARIO LIBOUBAN indique que l'UNSA ne peut être que d'accord avec les propos de la CGT.

Madame PASQUALINI rappelle que Solidaires n'est pas signataire du protocole mais reste attentif à la situation des agents qui restent des non titulaires.

Madame JACQUOT ajoute que la réunion du mois de septembre n'a pas été inutile, en effet un grand nombre des observations formulées par la CFDT se retrouvent dans le texte examiné aujourd'hui. Toutes ne l'ont pas été, c'est la raison pour laquelle des amendements sont déposés.

Madame LEVEQUE explique que lors de la réunion de présentation du mois de septembre la concertation interministérielle n'avait pas encore abouti. L'objectif est de faire du décret du 27 janvier 1986 le cadre de référence. Le souhait de l'ensemble des signataires est l'harmonisation et le renforcement des garanties des agents des établissements dérogatoires qui pour certains sont très en retrait des dispositions du décret du 27 janvier 1986.

Monsieur OBERRIEDER demande si les dispositions adoptées aujourd'hui ne seront susceptibles d'être rediscutées. Il est favorable au fait d'étendre le droit actuel aux établissements dérogatoires mais, juge qu'il faut améliorer le droit actuel. Il demande que les questions en suspens soient discutées jusqu'en juin prochain.

Madame LEVEQUE confirme que les modifications apportées aujourd'hui ne ferment pas les discussions prévues dans le protocole.

Monsieur MARIO LIBOUBAN déplore le fait que les ministères gestionnaires des différents établissements dérogatoires n'aient pas communiqué sur ce sujet. Les agents doivent être informés des changements de statut.

Monsieur GUEDON propose de commencer l'examen des amendements.

CFDT - Amendement n° 1 présenté par Madame JACQUOT

Texte de l'amendement

Dans le titre du décret et partout dans le texte :

Remplacer : « non titulaires » **Par** : « contractuels »

Exposé des motifs

Amendement de cohérence rédactionnelle avec l'accord du 31 mars 2011 et la loi 2012-347.

Madame LEMAIRE explique que la FSU votera contre, le terme non titulaire rappelle qu'il s'agit d'une situation dérogatoire.

Monsieur MARIO LIBOUBAN indique que l'UNSA votera pour, la notion de non titulaire est plus vague que la notion d'agent contractuel.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis favorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 10 (UNSA 3, FO 4, CFDT 3)

Contre 3 (FSU)

Abstention 7 (CGC 1, CGT 3, Solidaires 2, CFTC 1)

Cet amendement ne sera pas examiné en assemblée plénière (AP).

Monsieur GUEDON propose l'examen conjoint des amendements suivants : CFDT n°2 et FSU n°1

Article 2 – CFDT - Amendement n° 2 présenté par Madame JACQUOT

Texte de l'amendement

Supprimer le 5° :

« 5° des agents engagés pour exécuter un acte déterminé ; »

Exposé des motifs

En l'absence de précision, la CFDT Fonctions publiques voit réapparaître dans le 5° tel qu'il est rédigé le contrat de mission auquel elle s'est opposée tout au long de la négociation qui a prévalu à la signature de l'accord du 31 mars 2011. C'est la raison pour laquelle la CFDT Fonctions publiques souhaite la suppression de cet alinéa.

Monsieur SOUBIROUS indique que FO soutient cet amendement, qui ne comprend pas la qualification juridique d'acte déterminé.

Monsieur GUEDON propose l'examen de l'amendement FSU n°1.

Article 2 - FSU - Amendement n°1 présenté par Monsieur AUBRY

Article 2 – article 1^{er} du décret du 17 janvier 1986

Il est proposé la suppression du 5° « des agents engagés pour exécuter un acte déterminé » et de le remplacer par « *des intervenants engagés pour une tâche précise, ponctuelle, accessoire, et limitée dans le temps* ».

Motivation : l'alinéa 5° proposé est trop large et trop imprécis et sera source de nombreux litiges. Cela a été le cas - et est encore le cas - pour les vacations prises sous le décret n°89-497 du 12 juillet 1989 relatif aux **conditions de recrutement et d'emploi d'agents vacataires temporaires pour l'enseignement secondaire, agents qui doivent pourtant être recrutés seulement pour des actes déterminés**.

Il est constant que ces agents sont qualifiés d'agents non titulaires par le juge administratif **dès lors que l'un des critères cumulatifs dégagés par la jurisprudence pour identifier les prestataires de service rémunérés à la vacation** (exécution d'un acte déterminé, absence de continuité dans le temps, rémunération à l'acte, absence de lien de subordination directe à l'autorité hiérarchique) **n'est pas rempli**. Ils relèvent alors de la réglementation applicable à ces personnels et peuvent dès lors bénéficier de tous les droits de ces derniers (CAA Bordeaux, 10 juin 1999, Mme FRANC-SORET ; CAA de Marseille, n° 96 MA 02814 du 16 mars 1999, Conseil d'Etat, n° 25248 du 24 avril 1981, CE, n° 185343 du 28 juillet 1999, M Lassablière, TA de Paris, 30 juillet 2008, Cadier, CAA de Paris, 3ème chambre, 10 décembre 2009, n° 08PA05063, TA de Grenoble, 15 avril 2011, n° 0900465, M MESSAOU C/ académie de Grenoble, TA de Grenoble, 15 avril 2011, n° 0902423, M MOUTON C/ académie de Grenoble, TA d'Amiens, 12 juin 2010, n° 0801197, CAA de Bordeaux, 2 mars 2010, n° 09BX00962, CAA Bordeaux, 21 décembre 2010, 09BX01434, Conseil d'Etat, n° 318644 du 4 mai 2011)

En outre il ressort de l'intention du législateur et des discussions lors du protocole d'accord du 31 mars 2011, mais aussi de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 *que sont visés expressément les agents contractuels – voir notamment les articles 6 ter à 6 sexies de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1986, qui visent expressément le contrat à durée déterminée y compris pour les emplois saisonnier et temporaires, et ce d'autant que ces services sont pris en compte pour l'éligibilité à l'emploi pérenne.*

Madame LEVEQUE indique que le texte n'est pas modifié, c'est la reprise de la rédaction existante. Toutefois, le Gouvernement n'est pas hostile à une modification du texte, et propose la réécriture suivante : « 5° des personnes engagées pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés ».

Madame JACQUOT indique que la CFDT a entendu les remarques du Gouvernement et retire son amendement.

Monsieur AUBRY demande que l'amendement de la FSU fasse l'objet d'un vote même s'il a pris note des arguments du Gouvernement.

Vote sur l'amendement de la FSU qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement
20 votants

Pour 8 (CGT 3, FSU 3, Solidaires 2)
Contre 3 (UNSA)
Abstention 9 (CGC 1, FO 4, CFDT 3, CFTC 1)
Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Monsieur GUEDON propose l'examen de l'amendement n°1 de l'UNSA portant lui aussi sur l'article 2.

Article 2 -amendement UNSA n° 1 : présenté par Monsieur BENTZ

Ajouter le texte suivant :

« ainsi que ceux recrutés par les groupements d'intérêt public, en application du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public » après « l'article 2 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ».

Motifs de l'amendement :

Eu égard à la rédaction du décret 2013-292 du 5 avril 2013, il y a lieu de considérer l'absence de mention aux personnels exerçant au sein des GIP comme une scorie qu'il s'agirait de rectifier par souci de cohérence : en effet le décret 2013-292 susvisé fait explicitement référence au décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié. Voir le II de l'article 1 du décret n° 2013-292 :

A l'exception des agents publics placés en situation de mise à disposition ainsi que des personnels mis à disposition par une personne morale de droit privé membre du groupement en application du 1° de l'article 109 de la loi du 17 mai 2011 susvisée et régis par l'article 3 du présent décret, les personnels d'un groupement d'intérêt public relevant du I sont régis par les dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé à l'exception des articles 5, 6, 8, 27, 28, 28-1, 29, 30, 31 et 42-1 à 42-7, sous réserve des dispositions du titre Ier du présent décret.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 19

Abstention 1 (CGC)

Cet amendement sera examiné en AP.

Article 2 -amendement UNSA n°2 : présenté par Monsieur MARIO-LIBOUBAN

Supprimer le 3° de l'article 1 modifié :

« des doctorants contractuels et des étudiants recrutés en application de l'article L811-2 du code de l'éducation nationale » ;

Motifs de l'amendement :

Le décret 86-83 du 17 janvier 1986 est applicable aux doctorants contractuels et aux étudiants recrutés en application de l'article L811-2 du code de l'éducation : on ne peut pas les exclure des dispositions réglementaires de ce texte. Voir notamment :

1/ L'article 10 du décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche :

Les dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé, à l'exception des articles 1er, 1-2, 1-3, 1-4, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 22, 28, 28-1, 29, 45 et des titres VIII bis, IX, IX bis et IX ter, sont applicables aux personnels régis par le présent décret.

2/ L'article 11 du décret n° 2012-1395 du 13 décembre 2012 relatif aux doctorants contractuels des écoles nationales supérieures d'architecture :

Les dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé, à l'exception des articles 1er, 1er-3, 1er-4, 4 à 9, 22, 28, 29 et 45 et des titres VIII bis, IX, IX bis et IX ter, sont applicables aux personnels régis par le présent décret.

3/ L'article 9 le décret n° 2007-1915 du 26 décembre 2007 pris en application de l'article L. 811-2 du code de l'éducation et fixant les conditions de recrutement et d'emploi des étudiants au sein des établissements publics d'enseignement supérieur :

Sous réserve des dispositions prévues par le présent décret, les dispositions des articles 1er-1, 2, 3, 4, 10, 26, des titres X, XI et XII ainsi que de l'article 56-1 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 susvisé sont applicables aux étudiants recrutés en application de l'article L. 811-2 du code de l'éducation.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 6 (UNSA, CGT)

Contre 6 (CGC, FO, CFTC)

Abstention 8 (FSU, CFDT, Solidaires)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 2 - Amendement n°1 Solidaires présenté par Madame PASQUALINI

Texte de l'amendement : rajouter au second alinéa, après « susvisée », « ainsi qu'aux agents recrutés en application du II de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984, dans les conditions prévues par l'article 11 du décret n° 95-979 du 25 août 1995 et aux agents contractuels recrutés par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres des métiers ».

Art. 1. - Les dispositions du présent décret s'appliquent aux agents non titulaires de droit public recrutés par l'une des administrations mentionnées à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, **ainsi qu'aux agents recrutés en application du II de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984, dans les conditions prévues par l'article 11 du décret n° 95-979 du 25 août 1995 et aux agents contractuels recrutés par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres des métiers**, à l'exception :

Exposé des motifs :

Si le présent décret vise réellement à établir un cadre de gestion unique pour les agents contractuels de la fonction publique de l'Etat, c'est l'occasion d'y inclure le maximum des « ayants droits », et surtout de ne pas en exclure.

C'est pourquoi Solidaires FP demande que soit réintroduite la catégorie des agents recrutés en application du II de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984, même si, en ce qui les concerne, tous les articles ne sont pas pertinents.

D'autre part, les agents de droit public des chambres consulaires gagneraient à avoir un statut plus clair, et donc à être intégrés dans le présent décret.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 9 (CGT, FSU, Solidaires, CFTC)

Abstention 11 (CGC, UNSA, FO, CFDT)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 2 - Amendement n°2 Solidaires présenté par Madame PASQUALINI

Texte de l'amendement :

Au troisième alinéa, supprimer « et au II de l'article 27 de la même loi ». Ajouter « et » devant « à l'article 22 bis ». Supprimer le 6°.

1° des agents recrutés dans les conditions prévues aux 1°, 4° et 5° de l'article 3, **et** à l'article 22 bis ~~et au II de l'article 27 de la même loi ;~~

~~6° des agents contractuels recrutés par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres des métiers~~

Exposé des motifs :

Amendement de cohérence.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 9 (CGT, FSU, Solidaires, CFTC)

Contre 3 (UNSA)

Abstention 8 (CGC, FO, CFDT)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Ap l'article 2 - FSU Amendement n°2 présenté par Madame LEMAIRE

La FSU propose un **article supplémentaire aux fins de modifier l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986**

Article 2 bis – modification de l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986

Après « Ces commissions sont obligatoirement consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. » **ajouter** « **ainsi que sur les tableaux d'affectation annuels lorsqu'il en existe et sur la fixation de la rémunération des agents selon la grille indiciaire prévue à l'article 1-3** » . Elles peuvent en outre être consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires. »

Motivation : afin de donner aux CCP les moyens d'assurer l'équité et la transparence des décisions prises, cet amendement vise à élargir les compétences obligatoires des CCP à l'examen des affectations dès lors qu'elles ont une dimension collective, et à la fixation des rémunérations.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 8 (CGT, FSU, Solidaires)

Contre 6 (UNSA, CFDT)

Abstention 6 (CGC, FO, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

FSU - Amendement n°3 présenté par Madame LEMAIRE

La FSU propose un **article supplémentaire aux fins de modifier l'article 1-3 du décret du 17 janvier 1986**

Article 2 ter – modification de l'article 1-3 du décret du 17 janvier 1986

L'article 1-3 du décret du 17 janvier 1986 sera modifié par des ajouts : « La rémunération des agents employés à durée indéterminée **« et à durée déterminée »** fait l'objet d'un réexamen au minimum tous les trois ans **« selon une grille indiciaire fixée par l'autorité compétente »**, notamment au vu des résultats de l'évaluation prévue à l'article 1-4. »

Motivation :

La gestion des non titulaires se doit d'obéir aux principes de transparence et d'équité - qui sont des principes à valeur constitutionnelles appliqués aux fonctionnaires. Les administrations ont ainsi été conduites à mettre en place une grille indiciaire pour les agents en CDI.

Les agents employés à durée déterminée doivent bénéficier des mêmes règles de rémunération que les agents à contrat à durée indéterminée en application de la directive n° 1999/70, interprétée par la Cour de justice de l'union européenne à plusieurs reprises (voir notamment les affaires CJUE, 18 octobre 2012, n° C-302/11 à C-305/11)

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 8 (CGT, FSU, Solidaires)

Contre 6 (UNSA, CFDT)

Abstention 6 (CGC, FO, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

CFDT - Amendement n° 3 présenté par Madame JACQUOT

Texte de l'amendement

Ajouter un article 3 :

« L'article 1-3 est remplacé par les dispositions suivantes :

La rémunération des agents recrutés pour répondre à un besoin permanent par contrat à durée indéterminée ou par contrat à durée déterminée d'une durée supérieure à un an fait l'objet d'une réévaluation au minimum tous les trois ans, notamment au vu des résultats de l'entretien professionnel prévu à l'article 1-4. »

Renumeroter la suite des articles en conséquence.

Exposé des motifs

La CFDT Fonctions publiques souhaite que l'évolution de la rémunération des contractuels fasse l'objet d'une garantie collective réglementaire.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

20 votants

Pour 14 (UNSA, CGT, FSU, CFDT, Solidaires)

Abstention 6 (CGC, FO, CFTC)

Cet amendement sera examiné en AP.

Avant de poursuivre l'examen des autres amendements, Monsieur AUBRY souhaite intervenir sur la situation des chargés d'enseignement de l'enseignement supérieur, mentionnés au 4 de l'article 1^{er} censés exercer une activité accessoire et qui assurent, pour la plupart, en fait des enseignements à temps quasi complet et qui devraient être vacataires.

11h45 départ de Monsieur CAUSSEMILLE (CGT) 19 votants (majorité = 10)

Article 3 - FSU - Amendement n°4 présenté par Madame LEMAIRE

Article 3 – modification de l'article 1-4 du décret du 17 janvier 1986

Il est proposé de remplacer « *I : les agents recrutés pour répondre à un besoin permanent par contrat à durée indéterminée ou par contrat à durée déterminée d'une durée supérieure à un an bénéficient chaque année d'un entretien professionnel qui donne lieu à un compte rendu (...) »* par « **Les agents recrutés par contrat à durée indéterminée ou par contrat à durée déterminée ayant au moins une année d'ancienneté à la date de l'entretien, sans qu'il y ait une interruption de plus de 4 mois entre deux contrats successifs, bénéficient chaque année (...)** »

Motivation : Dans certaines administrations, les contrats à durée déterminée de plus d'un an sont exceptionnels, et ainsi de nombreux agents seraient exclus de ces dispositions.

Il n'y a aucune raison objective que justifierait que les agents en postes sur des besoins permanents ne puissent pas bénéficier d'un entretien professionnel, qui est pris en compte pour leur rémunération.

D'ailleurs le besoin permanent est très une notion vague et la jurisprudence est venue le préciser (pour les vacations par exemple, le besoin permanent a été reconnu pour les remplacements de professeurs absents)

Ceci est d'autant plus vrai que l'article 6 bis de la loi du 11 janvier 1984 prend en considération tous les services effectués au titre des articles 4, 6, 6 quater, 6 quinquies et 6 sexies.

Il y a donc une contradiction entre la loi et la modification du décret prévu par l'administration.

Sans une certaine continuité des fonctions, ces dispositions n'auraient pas de sens ; il est donc proposé d'inclure le même critère d'interruption que pour l'accès au contrat à durée indéterminée, ce qui donne une cohérence d'ensemble à l'entretien professionnel, à l'éligibilité au CDI et à la rémunération de tous les agents contractuels.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement
19 votants

Pour 14 (UNSA, CGT, FO, FSU, Solidaires)

Abstention 5 (CGC, CFDT, CFTC)

Cet amendement sera examiné en AP.

Article 3 - amendement UNSA n° 3 : présenté par Monsieur MARIO-LIBOUBAN

Remplacer le texte suivant :

« I. Les agents recrutés pour répondre à un besoin permanent par contrat à durée indéterminée ou par contrat à durée déterminée d'une durée supérieure à un an bénéficient chaque année d'un entretien professionnel qui donne lieu à un compte rendu. »

par :

« I. Les agents recrutés pour répondre à un besoin permanent par contrat à durée indéterminée bénéficient chaque année d'un entretien professionnel qui donne lieu à un compte rendu ainsi que les agents recrutés par un contrat à durée déterminée ou, le cas échéant, plusieurs contrats successifs d'une durée cumulée d'un an minimum. ».

Motifs de l'amendement :

Plusieurs contrats successifs peuvent aboutir à une durée cumulée de plusieurs années, or selon la rédaction proposée la répétition de contrats dont la durée est inférieure à un an ne permettrait pas le bénéfice d'un entretien professionnel.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement
19 votants

Pour 17 (UNSA, CGT, FO, FSU, CFDT, Solidaires)

Abstention 2 (CGC, CFTC)

Cet amendement sera examiné en AP.

Article 3 - CFDT Amendement n° 4 présenté par Madame JACQUOT

Texte de l'amendement

Au V, remplacer :

« ... la valeur professionnelle des agents non titulaires exerçant des fonctions identiques à celles des fonctionnaires relevant d'un corps qui n'est pas soumis aux dispositions du chapitre Ier du décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État peut être appréciée dans des conditions fixées par arrêté du ministre ou par décision des autorités compétentes pour assurer le recrutement et la gestion de ces agents contractuels. »

Par :

« ... la valeur professionnelle des agents non titulaires exerçant des fonctions identiques à celles des fonctionnaires relevant d'un corps qui n'est pas soumis aux dispositions du chapitre Ier du décret n° 2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'État est appréciée dans des conditions fixées par arrêté du ministre ou par décision des autorités compétentes pour assurer le recrutement et la gestion de ces agents contractuels. »

Exposé des motifs

La CFDT Fonctions publiques attend que les règles de gestion auxquelles sont soumis les agents contractuels soient collectives et définies dans la plus grande transparence.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis favorable** du Gouvernement
19 votants

Pour 6 (UNSA, CFDT)

Contre 4 (FO)

Abstention 9 (CGC, CGT, FSU, Solidaires, CFTC)
Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 4 - FSU - Amendement n°5 présenté par Madame LEMAIRE

Article 4 – modification de l'article 3 du décret du 17 janvier 1986

Il est proposé de supprimer le 3°.

Motivation : des ressortissants étrangers demandeurs de droit d'asile peuvent ne pas être en situation régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont ils sont ressortissants. Cette exigence apparaît donc inadaptée.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 5 (FSU, Solidaires)

Contre 1 (CFTC)

Abstention 13 (CGC, UNSA, CGT, FO, CFDT)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 4 - FSU - Amendement n°6 présenté par Madame LEMAIRE

Article 4 – modification de l'article 3 du décret du 17 janvier 1986

Il est proposé de supprimer le 5° « *s'il ne fournit pas, le cas échéant, les certificats de travail attestant de son ancienneté de services publics délivrés en application de l'article 44-1 du présent décret, lorsqu'il a déjà été recruté par une des administrations mentionnées à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1984 susvisé* »

Motivation : On ne saurait conditionner le recrutement d'un contractuel sur la délivrance de documents administratifs sur ses emplois précédents. Il s'agit d'une atteinte aux principes généraux du droit dans le recrutement entre un agent et son employeur.

Le critère de l'emploi ne sera plus limité aux principes constitutionnels énoncés par l'article 6 de la DDHC : « *Tous les Citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.* »

Enfin, ces documents n'existent souvent pas à ce jour, et l'agent n'aura aucun moyen rapide et efficace pour les obtenir en cas de carence d'une administration à délivrer le certificat de travail.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 5 (FSU, Solidaires)

Contre 10 (UNSA, FO, CFDT)

Abstention 4 (CGC, CGT, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 5 - FSU - Amendement n°7 présenté par Madame LEMAIRE

Article 5 – modification de l'article 4 du décret du 17 janvier 1986

Il est proposé de supprimer le dernier alinéa

« *sont annexés au contrat les certificats de travail délivrés par les administrations dans les conditions prévues à l'article 44-1 du présent décret* ».

Motivation : Matériellement cela sera très difficile, puisque certains agents auront plusieurs dizaines de certificats de travail.

En outre cet amendement est cohérent avec l'amendement n° 6.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 9 (FO, FSU, Solidaires)

Contre 8 (UNSA, CGT, CFDT)

Abstention 2 (CGC, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Ap l'article 7 - FSU Amendement n°8 présenté par Madame LEMAIRE

La FSU propose un article supplémentaire aux fins de modifier l'article 9 du décret du 17 janvier 1986

Article 7 bis - modification de l'article 9 du décret du 17 janvier 1986

Il s'agit d'ajouter le mot « premier » dans l'article : *Le « **premier** » contrat ou le « **premier** » engagement peut comporter une période d'essai dont la durée peut être modulée en fonction de celle du contrat.*

Motivation : Cette modification est nécessaire en application de la jurisprudence administrative qui interdit un période d'essai quand il y a renouvellement du contrat. (CE, 26 novembre 2012, n°347575)

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 9 (FO, FSU, Solidaires)

Contre 6 (UNSA, CFDT)

Abstention 4 (CGC, CGT, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 16 - FSU - Amendement n°9 présenté par Madame LEMAIRE

Article 16 – modification de l'article 22 du décret du 17 janvier 1986.

Le 1° est remplacé par : « *les mots d'un congé du même type* » sont supprimés.

Motivation :

Les agents en CDD peuvent être recrutés pour une durée pouvant atteindre trois ans. Leur opposer les besoins permanents de l'administration pour supprimer la possibilité d'un congé sans rémunération pour convenance personnelle, alors qu'il est particulièrement légitime dans leur situation de rechercher une situation offrant davantage de garantie apparaît exorbitant.

L'amendement demande donc le maintien de ce congé pour les agents en CDD.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 7 (FO, FSU)

Abstention 12 (CGC, UNSA, CGT, CFDT, Solidaires, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 34 - FSU - Amendement n°10 présenté par Madame LEMAIRE

Article 34 - modification de l'article 45 du décret du 17 janvier 1986

Proposition de remplacer :

3° au troisième alinéa, les mots « au début du mois précédant » sont remplacés par les mots « un mois avant » par « **deux mois avant** »

4° au quatrième alinéa, les mots « au début du deuxième mois précédant » sont remplacés par les mots « deux mois avant » par « **trois mois avant** »

5° au cinquième alinéa, les mots « au début du troisième mois précédant » sont remplacés par les mots « deux mois avant » par « **quatre mois avant** »

Motivation :

La rédaction proposée a pour effet de raccourcir les délais en vigueur, ce qui n'est pas à l'avantage des agents contractuels.

La modification proposée retient la même durée qu'antérieurement, mais fixe clairement le délai contrairement aux textes précédent.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 5 (FSU, Solidaires)

Abstention 14 (CGC, UNSA, CGT, FO, CFDT, CFTC)

Cet amendement ne sera pas examiné en AP.

Article 34 - CFDT Amendement n° 5 présenté par Madame JACQUOT

Texte de l'amendement –

Remplacer : « 6° Il est inséré un sixième alinéa ainsi rédigé : « Pour la détermination de la durée du délai de prévenance prévue aux deuxième, troisième et quatrième alinéas, seule la durée du dernier contrat en cours est prise en compte. »

Par :

« 6° Il est inséré un sixième alinéa ainsi rédigé : « Pour la détermination de la durée du délai de prévenance prévue aux deuxième, troisième et quatrième alinéas, il est tenu compte de l'ensemble des services accomplis auprès de l'Administration de l'État ou de l'établissement public ayant recruté l'agent, sous réserve que ceux-ci n'aient pas été interrompus durant plus de quatre mois. »

Exposé des motifs

La CFDT Fonctions publiques s'est attachée à obtenir que la manière de décompter l'ancienneté soit assouplie. De plus, le décret qui nous est soumis constitue un premier pas dans la portabilité de certains droits. La CFDT Fonctions publiques souhaite donc que ces notions s'appliquent également pour toutes les questions relatives à la fin de contrat ou au licenciement.

Article 34 - UNSA Amendement n° 4 présenté par Monsieur MARIO LIBOUBAN

Remplacer le texte suivant :

« 6° Il est inséré un sixième alinéa ainsi rédigé : « Pour la détermination de la durée du délai de prévenance prévue aux deuxième, troisième et quatrième alinéas, seule la durée du dernier contrat en cours est prise en compte. »

par :

« 6° Il est inséré un sixième alinéa ainsi rédigé : « Pour la détermination de la durée du délai de prévenance prévue aux deuxième, troisième et quatrième alinéas, la durée totale des contrats successifs auprès de l'autorité ayant procédé au recrutement est prise en compte. »

Motifs de l'amendement :

Si un agent a cumulé plusieurs contrats successifs, le délai de prévenance doit être calculé en prenant en compte la totalité des contrats.

Madame LEVEQUE indique que le Gouvernement comprend la préoccupation qui sous-tend ces deux amendements, et serait disposé à modifier la rédaction du 6° ainsi : *« Les durées d'engagement mentionnées aux 2°, 3° et 4° § sont décomptées à compter de la date à laquelle le contrat en cours a été initialement conclu, même si depuis lors il a été renouvelé. »*

L'UNSA et la CFDT décident de maintenir leur amendement.

Ces deux amendements sont votés à l'unanimité.

Ils seront examinés en AP.

Article 35 – CFDT -Amendement n° 6 présenté par Madame JACQUOT

Texte de l'amendement

Avant : « Pour la détermination de la durée du préavis, ... » ,

Insérer un nouvel alinéa :

« Pour le calcul de l'ancienneté de services, il est tenu compte de l'ensemble des services accomplis auprès de l'Administration de l'État ou de l'établissement public ayant recruté l'agent, sous réserve que ceux-ci n'aient pas été interrompus durant plus de quatre mois. »

Exposé des motifs

La CFDT Fonctions publiques s'est attachée à obtenir que la manière de décompter l'ancienneté soit assouplie. De plus, le décret qui nous est soumis constitue un premier pas dans la portabilité de certains droits. La CFDT Fonctions publiques souhaite donc que ces notions s'appliquent également pour toutes les questions relatives à la fin de contrat ou au licenciement.

Madame LEVEQUE indique que le Gouvernement est favorable à l'amendement proposé, sous réserve de préciser la rédaction de manière à ce que les interruptions prises en compte ne résultent pas d'une démission de l'agent.

Cet amendement est **adopté à l'unanimité**. - Il sera examiné en AP.

Article 37 - FSU - Amendement n°11 présenté par Madame LEMAIRE

Article 37 – modification de l'article 52 du décret du 17 janvier 1986

Ajouter un 3° ainsi rédigé :

« 3° le 2° est ainsi modifié : « *en cas de transfert d'activités entre deux administrations ou établissements publics* »

Motivation : il s'agit d'assurer que le non versement de l'indemnité de licenciement prévu lorsque l'agent retrouve immédiatement un emploi équivalent dans l'une des collectivités publiques... ne se produise qu'en cas de transfert d'activité. Dans tout autre cas, par exemple un recrutement obtenu grâce aux démarches conduites par l'agent lui-même, il n'est pas juste de priver l'agent de cette indemnité.

Vote sur cet amendement qui a reçu un **avis défavorable** du Gouvernement

19 votants

Pour 11 (CGT, FO, FSU, Solidaires)

Abstention 8 (CGC, UNSA, CFDT, CFTC)

Cet amendement sera examiné en AP.

Ap l'art 59 - FSU - Amendement n°12 présenté par Madame LEMAIRE

La FSU **propose dans un article supplémentaire dans les dispositions finales**

Article 59 bis

Le décret n°89-497 du 12 juillet 1989 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi d'agents vacataires temporaires pour l'enseignement secondaire est abrogé.

Motivation : Cette disposition qui a reçu un avis favorable au CTM du MEN le 20 juin 2012 n'a pas encore fait l'objet d'une publication au JORF. Il est urgent de mettre fin aux « vacations 200 heures » sources de précarité pour les personnels, et utilisées dans des conditions fréquemment contestées par le juge administratif.

Madame LEVEQUE indique que ce point relève de la compétence du CT du MEN et qu'il est irrecevable.

La FSU indique qu'elle transformera cet amendement en vœu pour la prochaine assemblée plénière.

L'examen des amendements a donné lieu à de nombreux et vifs échanges à propos du comité de suivi auquel ne participent pas les organisations syndicales non signataires du protocole.

A 13 heures, Monsieur GUEDON constate que l'ordre du jour est épuisé, remercie les participants et lève la séance.